

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2362

[2004/201981]

27 MAI 2004. — Décret rendant applicables aux impôts régionaux les conséquences de la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour ce qui concerne la Région wallonne, lorsqu'une personne physique définie à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique, qui a bénéficié de sommes, capitaux ou valeurs mobilières qui n'ont pas ou qui proviennent de revenus qui n'ont pas non plus été repris dans une comptabilité ou une déclaration obligatoires en Belgique en vertu de la loi ou sur lesquels l'impôt dû en Belgique n'a pas été prélevé, a déclaré, entre le 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2004 inclus, ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières, et lorsque cette déclaration remplit les conditions de l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 2003 précitée, les sommes, capitaux ou valeurs mobilières déclarés sont, après paiement de la contribution unique due visée à l'article 4 de la loi du 31 décembre 2003 précitée, réputés de manière irréfragable avoir fait définitivement et complètement l'objet de tous impôts régionaux, majorations d'impôts régionaux, intérêts de retard et amendes qui sont dus ou auraient pu être dus pour ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières, avant la date de l'introduction de la déclaration.

Ceci vaut tant dans le chef du déclarant et de ses auteurs que dans le chef des personnes physiques ou morales desquelles ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières ont été obtenus directement ou indirectement ou qui ont attribué ces sommes au déclarant ou à son auteur, de quelque façon que ce soit.

Art. 2. Pour ce qui concerne la Région wallonne, la déclaration visée à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 2003 précitée, le paiement subséquent de la contribution unique due visée à l'article 4 de la même loi du 31 décembre 2003 précitée et l'attestation visée à l'article 6, § 4, de la même loi du 31 décembre 2003 précitée ne peuvent être utilisés comme indice ou indication pour effectuer des enquêtes ou des contrôles de nature fiscale, pour déclarer de possibles infractions à la législation fiscale ou pour échanger des informations, sauf en ce qui concerne la détermination des contributions dues en raison de la déclaration.

Art. 3. Pour ce qui concerne la Région wallonne, dans les limites du présent décret, l'attestation visée à l'article 6, § 4, de la loi du 31 décembre 2003 précitée peut être employée comme moyen de preuve devant les cours et tribunaux, les juridictions administratives, ainsi qu'à l'égard de tout service public et organisme parastatal.

Art. 4. § 1^{er}. Pour ce qui concerne les droits de succession pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu de l'article 3, 4^o, de l'article 4, § 1^{er}, et de l'article 5, § 2, 4^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par dérogation aux articles 1^{er} à 3, la déclaration prévue à l'article 1^{er} est sans effet en ce qui concerne les droits de succession dus sur les sommes, capitaux ou valeurs mobilières qui font partie de la succession d'un habitant du Royaume ou qui sont censés en faire partie, dans les cas suivants :

1^o la succession est ouverte après le 31 décembre 2002;

2^o la succession, ouverte avant le 1^{er} janvier 2003, n'a pas fait l'objet d'une déclaration de succession introduite avant le 1^{er} juin 2003 ou dans le délai sur lequel l'administration a marqué son accord par écrit avant cette date.

§ 2. Pour ce qui concerne les droits d'enregistrement pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu de l'article 3, 6^o à 8^o, de l'article 4, § 1^{er}, et de l'article 5, § 2, 6^o à 8^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par dérogation aux articles 1^{er} à 3, la déclaration prévue à l'article 1^{er} est sans effet en ce qui concerne les droits d'enregistrement dus sur les sommes, capitaux ou valeurs mobilières qui proviennent d'actes qui ont été enregistrés après le 1^{er} juin 2003 ou qui auraient dû l'être.

Art. 5. Ni la déclaration visée à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 2003 précitée ni la contribution unique payée visée à l'article 4 de la même loi du 31 décembre 2003 précitée ne produisent d'effets en matière d'impôts régionaux relevant de la compétence de la Région wallonne :

— si les sommes, capitaux ou valeurs mobilières proviennent de la réalisation d'opérations de blanchiment ou d'un délit sous-jacent visé à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux;

— si, avant l'introduction de la déclaration, le déclarant a été informé par écrit d'actes d'investigation spécifiques en cours par une administration fiscale, une institution de sécurité sociale ou un service d'inspection sociale belges.

Art. 6. Pour ce qui concerne les impôts régionaux relevant de la compétence de la Région wallonne, en cas de non-déclaration de sommes, capitaux ou valeurs mobilières qui se rapportent à des sommes, capitaux ou valeurs mobilières visés à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 2003, précitée, pour lesquels le contribuable pouvait faire usage de la possibilité visée dans ladite loi et s'est abstenu de le faire, l'accroissement d'impôt ou l'amende fiscale est fixé à au moins 100 % à partir du 1^{er} janvier 2005.

Art. 7. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 701 (2003-2004) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 12 mai 2004.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2362

[2004/201981]

27. MAI 2004 — Dekret, durch welches die Auswirkungen des Gesetzes vom 31. Dezember 2003 zur Einführung einer einmaligen befreienden Erklärung auf die regionalen Steuern anwendbar gemacht werden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Was die Wallonische Region betrifft, wenn eine in Artikel 2, § 1, Absatz 2 des Gesetzes vom 31. Dezember 2003 zur Einführung einer einmaligen befreienden Erklärung bestimmte natürliche Person, die Summen, Kapital oder Wertpapiere bezogen hat, die nicht in einer nach dem belgischen Gesetz obligatorischen Buchhaltung oder Erklärung angeführt worden sind oder die aus Einkünften stammen, die auch nicht in einer nach dem belgischen Gesetz obligatorischen Buchhaltung oder Erklärung angeführt worden sind, oder worauf die in Belgien geschuldete Steuer nicht erhoben worden ist, diese Summen, dieses Kapital, oder diese Wertpapiere zwischen dem 1. Januar 2004 und dem 31. Dezember 2004 einschließlich erklärt hat und wenn diese Erklärung den Bedingungen des Artikels 2, § 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 genügt, wird nach Zahlung der in Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 geschuldeten einmaligen Steuer unwiderlegbar davon ausgegangen, dass alle regionalen Steuern, Erhöhungen von regionalen Steuern, Verzugszinsen und Geldstrafen, die vor dem Datum der Einreichung der Erklärung für diese Summen, dieses Kapital oder diese Wertpapiere geschuldet sind oder zu zahlen gewesen wären, endgültig und vollständig abgegolten sind.

Dies gilt sowohl für den Meldepflichtigen und für die Verfasser der Erklärung als auch für die natürlichen oder juristischen Personen, von denen diese Summen, dieses Kapital oder diese Wertpapiere direkt oder indirekt erhalten worden sind oder die dem Meldepflichtigen oder dem Verfasser der Erklärung auf jede beliebige Weise diese Summen zugeteilt haben.

Art. 2 - Was die Wallonische Region betrifft, dürfen die in Artikel 2, § 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 erwähnte Erklärung, die darauffolgende Zahlung der in Artikel 4 desselben vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 erwähnten geschuldeten einmaligen Steuer und die in Artikel 6, § 4 desselben vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 erwähnte Bescheinigung nicht als Indiz oder Information benutzt werden, um Untersuchungen oder Kontrollen steuerrechtlicher Art vorzunehmen, um mögliche Verstöße gegen die Steuergesetzgebung anzugeben oder um Informationen auszutauschen, außer bei der Bestimmung der aufgrund der Erklärung geschuldeten Steuern.

Art. 3 - Was die Wallonische Region betrifft und im Rahmen des vorliegenden Dekrets, kann die in Artikel 6, § 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 erwähnte Bescheinigung vor den Gerichtshöfen und Gerichten, den Verwaltungsgerichten und gegenüber jeglicher öffentlichen Dienststelle und parastatalen Einrichtung als Beweismittel verwendet werden.

Art. 4 - § 1. Was die Erbschaftssteuern betrifft, für die die Wallonische Region aufgrund des Artikels 3, 4°, des Artikels 4, § 1 und des Artikels 5, § 2, 4° des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zuständig ist, hat die in Artikel 1 vorgesehene Erklärung in Abweichung von den Artikeln 1 bis 3 keine Wirkung in Bezug auf die Erbschaftssteuern, die auf Summen, Kapital oder Wertpapiere geschuldet sind, die Teil der Erbschaft eines Einwohners des Königreichs sind bzw. sein sollen, dies in den nachstehenden Fällen:

1° die Nachfolge wird nach dem 31. Dezember 2002 eröffnet;

2° die vor dem 1. Januar 2003 eröffnete Nachfolge ist nicht Gegenstand einer vor dem 1. Juni 2003 oder innerhalb der Frist, für die die Verwaltung ihre Zustimmung vor diesem Datum schriftlich gegeben hat, eingereichten Nachfolgeerklärung gewesen.

§ 2. Was die Einregistrierungsgebühren betrifft, für die die Wallonische Region aufgrund der Artikel 3, 6° bis 8°, des Artikels 4, § 1 und des Artikels 5, § 2, 6° bis 8° des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zuständig ist, hat die in Artikel 1 vorgesehene Erklärung in Abweichung von den Artikeln 1 bis 3 keine Wirkung in Bezug auf die Einregistrierungsgebühren, die auf Summen, Kapital oder Wertpapiere geschuldet sind, die aus Akten stammen, die vor dem 1. Juni 2003 registriert worden sind oder die vor diesem Datum hätten registriert werden müssen.

Art. 5 - Weder die in Artikel 2, § 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 erwähnte Erklärung noch die in Artikel 4 desselben vorerwähnten Gesetzes erwähnte gezahlte einmalige Steuer haben Auswirkungen in Bezug auf in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallende regionale Steuern:

— wenn die Summen, das Kapital oder die Wertpapiere aus der Durchführung von Geldwäschetätigkeiten oder aus einer in Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 über die Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche erwähnten vorhandenen Straftat stammen;

— wenn der Meldepflichtige vor dem Einreichen der Erklärung schriftlich über laufende spezifische Ermittlungen informiert worden ist, die eine belgische Steuerverwaltung, Sozialversicherungseinrichtung oder Sozialinspektionsdienststelle durchführt.

Art. 6 - Was die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallenden regionalen Steuern betrifft, wird die Erhöhung der Steuer oder die steuerrechtliche Geldstrafe ab dem 1. Januar 2005 auf mindestens 100% festgesetzt, falls die Summen, das Kapital oder die Wertpapiere nicht angemeldet werden, die mit in Artikel 2, § 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 2003 Summen, Kapital oder Wertpapieren verbunden sind, für welche der Steuerpflichtige die in dem besagten Gesetz erwähnte Möglichkeit in Anspruch nehmen konnte und nicht genommen hat.

Art. 7 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2004 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens,
der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Fußnote

Sitzung 2003-2004.

Dokumente des Rates 701 (2003-2004) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 12. Mai 2004.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2362

[2004/201981]

27 MEI 2004. — Decreet waarbij de gevolgen van de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte van toepassing worden gemaakt op de gewestelijke belastingen (1)

Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor wat betreft het Waalse Gewest worden de aangegeven sommen, kapitalen of roerende waarden, indien een natuurlijke persoon omschreven in artikel 2, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte die sommen, kapitalen of roerende waarden heeft genoten die niet, of die voortspruiten uit inkomsten die evenmin, in een in België wettelijk verplichte boekhouding of aangifte werden vermeld of waarop de in België verschuldigde belasting niet werd geheven, tussen 1 januari 2004 en 31 december 2004 inbegrepen, die sommen, kapitalen of roerende waarden heeft aangegeven en indien die aangifte de voorwaarden vervult van artikel 2, § 1, van voornoemde wet van 31 december 2003, na betaling van de verschuldigde eenmalige bijdrage bedoeld in artikel 4 van voornoemde wet van 31 december 2003 onweerlegbaar, definitief en volledig het voorwerp te hebben uitgemaakt van alle gewestelijke belastingen, vermeerderingen van gewestelijke betalingen, nalatighedsinterest en geldboetes die, vóór de datum van indiening van de aangifte, voor die sommen, kapitalen of roerende waarden verschuldigd zijn of verschuldigd hadden kunnen zijn.

Dit geldt zowel in hoofde van de aangever en zijn rechtsvoorgangers als in hoofde van de natuurlijke personen of rechtspersonen van wie deze sommen, kapitalen of roerende waarden rechtstreeks of onrechtstreeks werden verkregen of die deze sommen aan de aangever of zijn rechtsvoorganger op enigerlei wijze hebben toegekend.

Art. 2. Voor wat betreft het Waalse Gewest kunnen de aangifte bedoeld in artikel 2, § 1, van voornoemde wet van 31 december 2003, de daaropvolgende betaling van de verschuldigde eenmalige bijdrage bedoeld in artikel 4 van dezelfde voornoemde wet van 31 december 2003 en het attest bedoeld in artikel 6, § 4, van dezelfde voornoemde wet van 31 december 2003 kunnen niet als indicie of aanwijzing worden aangewend om fiscale onderzoeks- of controleverrichtingen uit te voeren, om mogelijke inbreuken op de belastingwetgeving te melden of om inlichtingen uit te wisselen, behalve met betrekking tot de vaststelling van de ingevolge de aangifte verschuldigde bijdragen.

Art. 3. Voor wat betreft het Waalse Gewest en binnen de perken van dit decreet, kan het attest bedoeld in artikel 6, 4°, van voornoemde wet van 31 december 2003 gebruikt worden als bewijsmiddel voor de hoven en rechtbanken, voor administratieve rechtscolleges, evenals tegenover elke openbare dienst en parastatale instelling.

Art. 4. § 1. Voor wat betreft de successierechten waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is krachtens artikel 3, 4°, artikel 4, § 1, en artikel 5, § 2, 4°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gewesten en de Gemeenschappen en in afwijking van artikelen 1 tot en met 3 is de aangifte bedoeld in artikel 1 zonder gevolg wat betreft de successierechten die verschuldigd zijn op de sommen, kapitalen en roerende waarden die deel uitmaken van de nalatenschap van een rijkswoner of die geacht zijn er deel van uit te maken, in de volgende gevallen :

1° de nalatenschap valt open na 31 december 2002;

2° de nalatenschap, opengevallen vóór 1 januari 2003, maakt niet het voorwerp uit van een aangifte van nalatenschap ingediend vóór 1 juni 2003 of binnen de termijn waarmee het bestuur vóór die datum schriftelijk heeft ingestemd.

§ 2. Voor wat betreft de registratierechten waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is krachtens artikel 3, 6° tot en met 8°, artikel 4, § 1, en artikel 5, § 2, 6° tot en met 8°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gewesten en de Gemeenschappen en in afwijking van artikelen 1 tot en met 3 is de aangifte bedoeld in artikel 1 zonder gevolg wat betreft de registratierechten die verschuldigd zijn op de sommen, kapitalen en roerende waarden die voortvloeien uit akten die geregistreerd zijn of hadden moeten zijn na 1 juni 2003.

Art. 5. Noch de aangifte bedoeld in artikel 2, § 1, van voornoemde wet van 31 december 2003 noch de betaalde eenmalige bijdrage bedoeld in artikel 4 van dezelfde voornoemde wet van 31 december 2003 hebben gevolgen ter zake van gewestelijke belastingen die onder het Waalse Gewest ressorteren :

— indien de sommen, kapitalen of roerende waarden afkomstig zijn van de verwezenlijking van witwasverrichtingen of van een onderliggend misdrijf bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld;

— indien de aangever, vóór de indiening van de aangifte, schriftelijk is ingelicht over specifieke onderzoekshandelingen die een Belgisch fiscaal bestuur, een Belgische instelling voor sociale zekerheid of een Belgische sociale inspectiedienst aan het verrichten is.

Art. 6. Voor wat betreft de gewestelijke belastingen die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest ressorteren worden de belastingverhoging of de fiscale geldboete bij niet-aangifte van sommen, kapitalen of roerende waarden die betrekking hebben op sommen, kapitalen of roerende waarden bedoeld in artikel 2, § 1, en waarvoor de belastingplichtige gebruik kon maken van de mogelijkheid bedoeld in deze wet maar nagelaten heeft dit te doen, vanaf 1 januari 2005 vastgesteld op minstens 100 pct.

Art. 7. Dit decreet heeft uitwerking vanaf 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

Nota

Zitting 2003-2004.

Stukken van de Raad 701 (2003-2004) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 12 mei 2004.

Bespreking - Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2363

[2004/201979]

27 MAI 2004. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral et la Région wallonne relatif à la mise en place d'un système de déclaration libératoire unique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Il est porté assentiment à l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral et la Région wallonne, relatif à la mise en place d'un système de déclaration libératoire unique et annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS
Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 700 (2003-2004) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 12 mai 2004.

Discussion - Vote.